



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1996/INF/3
27 février 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

DÉCISIONS ADOPTÉES PAR LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET
SOCIAL À SA SESSION D'ORGANISATION POUR 1996

(25 janvier et 6-9 février 1996)

Note : Le texte provisoire des décisions est distribué pour information dans le présent document. Le texte définitif sera publié dans le Supplément No 1 des Documents officiels du Conseil économique et social, 1996 (E/1996/96).

TABLE DES MATIÈRES

<u>No de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
1996/201	Élections et présentation des candidatures aux organes subsidiaires du Conseil économique et social, et confirmation de la nomination de membres des commissions techniques (E/1996/SR.1 et 2)	8	25 janvier et 9 février 1996	4
1996/202	Débat de haut niveau du Conseil économique et social en 1996 (E/1996/L.1)	2 et 3	9 février 1996	6
1996/203	Ordre du jour provisoire de la session de fond de 1996 du Conseil économique et social (E/1996/L.1 et E/1996/SR.2)	2 et 3	9 février 1996	7
1996/204	Programme de travail de base du Conseil économique et social en 1997 (E/1996/L.1)	2 et 3	9 février 1996	9
1996/205	Examen de rapports d'organes intergouvernementaux (E/1996/L.1)	2 et 3	9 février 1996	16
1996/206	Décennie mondiale du développement culturel (E/1996/L.1)	2 et 3	9 février 1996	16
1996/207	Dates de la troisième session du Comité des ressources naturelles (E/1996/L.1)	2 et 3	9 février 1996	16
1996/208	Participation d'organisations non gouvernementales aux sessions de 1996 de la Commission de la condition de la femme et de la Commission du développement social (E/1996/L.1/Add.1)	2 et 3	9 février 1996	16
1996/209	Dates de la session de 1996 du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1996/L.1/Add.1)	2 et 3	9 février 1996	17
1996/210	Idées nouvelles et novatrices pour mobiliser des fonds (E/1996/L.1/Add.1)	2 et 3	9 février 1996	17

<u>No de la décision</u>	<u>Titre</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Date d'adoption</u>	<u>Page</u>
1996/211	Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise (E/1996/L.2)	4	9 février 1996	17
1996/212	Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/1996/L.3)	5	9 février 1996	18
1996/213	Options concernant les ressources et le financement à long terme du Programme alimentaire mondial (E/1996/SR.2)	6	9 février 1996	18
1996/214	Coopération régionale (E/1996/L.4)	7	9 février 1996	18

DÉCISIONS

1996/201. Élections et présentation de candidatures aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et confirmation de la nomination de membres des commissions techniques

1. À ses 1^{re} et 2^e séances plénières, tenues les 25 janvier et 9 février 1996, le Conseil économique et social a pris les décisions ci-après au sujet de sièges vacants dans ses organes subsidiaires et les organes s'y rattachant :

Élections reportées de sessions antérieures

COMITÉ DES SOURCES D'ÉNERGIE NOUVELLES ET RENOUVELABLES ET DE L'ÉNERGIE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le Conseil a élu William Michael Mebane (Italie) pour la durée du mandat restant à courir du défunt Giovanni Carlo Pinchera (Italie).

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de trois membres à choisir parmi les États d'Afrique pour un mandat prenant effet à la date de l'élection.

COMMISSION DE LA POPULATION ET DU DÉVELOPPEMENT

Le Conseil a élu les 15 États Membres suivants pour un mandat prenant effet à la date de l'élection : CUBA, EL SALVADOR, EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE, FINLANDE, IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'), ITALIE, MALTE, NÉPAL, PAKISTAN, PÉROU, PHILIPPINES, RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE, RÉPUBLIQUE DE CORÉE, UKRAINE et VENEZUELA pour un mandat prenant effet à la date de l'élection.

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de cinq membres à choisir parmi les États d'Afrique pour un mandat prenant effet à la date de l'élection.

COMMISSION DES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Afrique et de deux membres à choisir parmi les États d'Asie pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 1999.

COMMISSION DE STATISTIQUE

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1999.

COMMISSION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE
AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection de deux membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

GROUPE DE TRAVAIL INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS DES NORMES
INTERNATIONALES DE COMPTABILITÉ ET DE PUBLICATION

Le Conseil a reporté à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les États d'Afrique et de deux membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 1997, et d'un membre à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1996.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Le Conseil a élu les trois États Membres suivants : MAURITANIE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE et TUNISIE¹.

Le Conseil a eu recours au tirage au sort pour déterminer la durée des mandats initiaux des membres du Conseil d'administration. Il a ainsi été décidé que le mandat des six États suivants prendrait effet à la date de l'élection et expirerait le 31 décembre 1998 : CAMEROUN, FINLANDE, INDE, PARAGUAY, SUÈDE et TUNISIE; que celui des six États suivants prendrait effet à la date de l'élection et expirerait le 31 décembre 1997 : HONGRIE, INDONÉSIE, ITALIE, MAURITANIE, NORVÈGE et PAKISTAN; et que le mandat des six États suivants prendrait effet à la date de l'élection et expirerait le 31 décembre 1996 : ANGOLA, JAPON, OUGANDA, PHILIPPINES, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE et ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD.

Présentation de candidatures reportées de sessions antérieures

CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

Le Conseil a reporté à une session ultérieure la présentation de la candidature de deux membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et de trois membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1998, de deux membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1997, et d'un membre à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États ainsi que d'un membre à choisir parmi les États d'Europe orientale pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 1996.

¹ Les 15 autres membres du Conseil d'administration ont été élus par le Conseil à la reprise de sa session de fond de 1995 (voir la décision 1995/326).

Confirmations

2. Toujours à sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil a confirmé la nomination des représentants ci-après dont les gouvernements avaient proposé la candidature aux commissions techniques du Conseil² :

COMMISSION DE STATISTIQUE

ZHANG Sai (Chine)
Mian Tayyab HASSAN (Pakistan)

COMMISSION DE LA POPULATION ET DU DÉVELOPPEMENT

Jose Augusto LINDGREN ALVES (Brésil)
Simon Barmasai Arap BULLET (Kenya)

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Heike SCHMITT (Allemagne)
Mercedes PULIDO DE BRICENO (Venezuela)

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

Sabria BOUKADOUM (Algérie)*
Marcela Maria NICODEMOS (Brésil)
WANG Shuxian (Chine)
Fady Habib KARAM (Liban)
Zuzana VRANOVA (Slovaquie)

COMMISSION POUR LA PRÉVENTION DU CRIME ET LA JUSTICE PÉNALE

Gholamhossein Sadeghi GHAHAREH (République islamique d'Iran)

1996/202. Débat de haut niveau du Conseil économique
et social en 1996

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social, rappelant les résolutions 47/92 et 48/162 de l'Assemblée générale, en date respectivement du 16 décembre 1992 et du 20 décembre 1993, a décidé que son débat de haut niveau en 1996 serait consacré à l'examen du grand thème suivant : "Coopération internationale contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et les activités connexes".

* Suppléant.

² Voir E/1996/3.

1996/203. Ordre du jour provisoire de la session de fond de 1996
du Conseil économique et social

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil, ayant examiné le projet de programme de travail de base proposé pour 1996 et 1997³, a approuvé l'ordre du jour provisoire ci-après pour sa session de fond de 1996.

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

Débat de haut niveau

2. Coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et les activités connexes.

Débat consacré aux questions de coordination

3. Coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies dans les domaines suivants :
 - a) Coordination des activités menées par les organismes des Nations Unies pour éliminer la pauvreté;
 - b) Application des conclusions adoptées d'un commun accord au cours du débat que le Conseil a consacré en 1995 aux questions de coordination.

Débat consacré aux activités opérationnelles du système des Nations Unies
au service de la coopération internationale pour le développement

4. Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement :
 - a) Suite à donner aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale;
 - b) Coordination des activités à l'échelle du système : renforcement de la collaboration entre le système des Nations Unies pour le développement et les institutions de Bretton Woods dans les domaines du développement économique et social, à tous les niveaux, y compris sur le terrain;
 - c) Examen des rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial.

³ E/1996/1 et Add.1.

Débat général

5. Questions sociales, humanitaires et droits de l'homme : rapports des organes subsidiaires, conférences et questions connexes :
 - a) Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe;
 - b) Application du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;
 - c) Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies;
 - d) Questions relatives aux droits de l'homme;
 - e) Promotion de la femme;
 - f) Développement social;
 - g) Prévention du crime et justice pénale;
 - h) Stupéfiants;
 - i) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
6. Questions relatives à l'économie et à l'environnement : rapports des organes subsidiaires, conférences et questions connexes :
 - a) Développement durable;
 - b) Commerce et développement;
 - c) Alimentation et développement agricole;
 - d) Ressources naturelles;
 - e) Énergie;
 - f) Développement culturel;
 - g) Questions relatives à la population;
 - h) Coopération internationale en matière fiscale;
 - i) Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles;
 - j) Administration publique et développement;

/...

- k) Suite donnée à la résolution 50/106 de l'Assemblée générale : les entreprises et le développement.
- 7. Coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes.
- 8. Souveraineté permanente sur les ressources nationales dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés.
- 9. Questions de coordination :
 - a) Rapports des organes de coordination;
 - b) Coopération internationale dans le domaine de l'informatique;
 - c) Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise.
- 10. Organisations non gouvernementales.
- 11. Questions relatives au programme et questions connexes dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes.
- 12. Idées nouvelles et novatrices pour mobiliser des fonds*.

1996/204. Programme de travail de base du Conseil économique et social en 1997

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social a pris acte de la liste de questions ci-après, à inscrire au programme de travail de 1997 :

A. Débat de haut niveau

(Thème/thèmes à retenir)

Rapport sur la situation économique et sociale dans le monde, 1996

B. Débat consacré aux questions de coordination

Coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies dans les domaines suivants (résolution 45/264 de l'Assemblée générale) :

- a) (Thème/thèmes à retenir);
- b) Application des conclusions adoptées d'un commun accord au cours du débat que le Conseil a consacré en 1996 aux questions de coordination.

* Voir la décision 1996/210 du Conseil.

C. Débat consacré aux activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

(Thème/thèmes à retenir)

Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

Rapport du Secrétaire général (résolution 50/120 de l'Assemblée générale)

- a) Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée;
- b) Coordination des activités à l'échelle du système;
- c) Examen des rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Programme des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial;

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Programme des Nations Unies pour la population (résolution 48/162 de l'Assemblée générale)

Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (résolutions 802 (VIII) et 48/162 de l'Assemblée générale)

Rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (résolution 3404 (XXX) et 50/8 de l'Assemblée générale)

- d) Coopération économique et technique entre pays en développement

Rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement (résolution 33/134 de l'Assemblée générale)⁴.

D. Débat général

Questions sociales, humanitaires et droits de l'homme : rapports des organes subsidiaires, conférences et questions connexes :

- a) Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe

Rapport du Secrétaire général sur la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies (résolution 46/182 de l'Assemblée générale, annexe)⁴

⁴ Présenté à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil.

Rapports oraux sur les problèmes spéciaux d'assistance économique et humanitaire

b) Application du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Rapport du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (résolution 49/146 de l'Assemblée générale)

c) Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (résolution 2100 (LXIII) du Conseil)⁴

d) Questions relatives aux droits de l'homme

Rapport du Comité des droits de l'homme (art. 45 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques)⁴

Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (résolutions 1988 (LX), 1985/17 et 1995/39 du Conseil)

Rapport de la Commission des droits de l'homme (résolutions 5 (I) et 9 (II) du Conseil)

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (résolution 48/141 de l'Assemblée générale)

Documentation pour information

Rapports présentés par les États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et par les institutions spécialisées

e) Promotion de la femme

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (art. 21 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)⁴

Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante et unième session (résolutions 11 (II) et 1147 (LXI) du Conseil)

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et d'information pour la promotion de la femme (résolution 1998 (LX) du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur la coordination à l'échelle du système des activités visant à améliorer la condition de la femme et à intégrer les femmes au développement (résolution 1989/105 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 50/165 de l'Assemblée générale sur l'amélioration de la situation de la femme dans les zones rurales⁴

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et l'application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (résolution 50/203 de l'Assemblée générale)⁴

f) Développement social

Rapport du Secrétaire général sur la situation sociale dans le monde (résolution 44/56 de l'Assemblée générale)⁴

Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa trente-cinquième session (résolution 10 (II) du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà (résolution 50/81 de l'Assemblée générale)⁴

Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans les activités de suivi de l'Année internationale de la famille (résolution 50/142 de l'Assemblée générale)⁴

Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre des objectifs de l'éducation pour tous (résolution 50/143 de l'Assemblée générale)⁴

g) Prévention du crime et justice pénale

Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa sixième session (résolution 1992/1 du Conseil)

h) Stupéfiants

Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa quarantième session (résolution 9 (I) du Conseil)

Résumé du rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (art. 15 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, art. 18 de la Convention sur les substances psychotropes de 1971 et art. 23 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988)

i) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés⁴

Questions relatives à l'économie et à l'environnement : rapports des organes subsidiaires, conférences et questions connexes :

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1995/53 du Conseil sur la protection du consommateur

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur les résultats du Sommet mondial de l'alimentation (résolution 50/109 de l'Assemblée générale)⁴

a) Développement durable

Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa cinquième session (décision 1993/207 du Conseil)

b) Commerce et développement

Rapport du Conseil du commerce et du développement (résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale)⁴

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire général de la CNUCED sur les questions relatives au commerce et à l'environnement (résolution 50/95 de l'Assemblée générale)

c) Science et technique au service du développement

Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa troisième session (décision 1992/218 du Conseil)

d) Questions relatives à la population

Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa trentième session (résolutions 150 (VII) et 1986/7 du Conseil, résolution 49/128 de l'Assemblée générale et décision 1995/209 du Conseil)

e) Établissements humains

Rapport de la Commission des établissements humains, et notamment le rapport de la Commission sur les progrès réalisés dans l'application de la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000 (résolutions 32/162 et 43/181 de l'Assemblée générale)⁴

f) Environnement

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale)⁴

g) Désertification et sécheresse

Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions relatives au Plan d'action pour lutter contre la désertification dans la région soudano-sahélienne et sur la réalisation du programme de redressement et de relèvement à moyen et à long terme dans la région soudano-sahélienne (résolutions 32/172 et 40/209 de l'Assemblée générale et résolution 1978/37 du Conseil)⁴

h) Transport de marchandises dangereuses

Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses (résolutions 724 C (XXVIII), 1488 (XLVIII), 1983/7 et 1995/5 du Conseil)

i) Cartographie

Rapport du Secrétaire général sur la quatorzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (décision 1994/228 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique (décision 1993/225 du Conseil)

j) Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale

Rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des travaux du Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (résolutions 1273 (XLI) et 1765 (LIV) du Conseil)

k) Participation des femmes au développement

Rapport du Secrétaire général sur la participation effective et l'intégration des femmes au développement (résolution 42/178 de l'Assemblée générale)⁴

Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante et unième session

l) Action préventive et lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (sida)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur l'action préventive

et la lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (sida)
(résolution 1993/51 du Conseil)⁴

m) Statistiques

Rapport de la Commission de statistique (résolutions 8 (I), 8 (II) et
1566 (I) du Conseil)

Coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les
domaines connexes

Rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale (décision 1979/1 du
Conseil), y compris le rapport du Secrétaire général sur un sujet se rapportant
à la coopération interrégionale et intéressant toutes les régions (résolution
1982/50 et décision 1982/174 du Conseil)

Résumés des études sur la situation économique des cinq régions établies par les
commissions régionales (résolution 1724 (LIII) du Conseil)

Note du Secrétaire général sur la liaison fixe Europe-Afrique à travers le
détroit de Gibraltar (résolution 1995/48 du Conseil)

Questions de coordination :

Rapports des organes de coordination

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa
trente-septième session (résolution 2008 (LX) du Conseil)

Rapport d'ensemble du Comité administratif de coordination pour 1997, et
notamment le rapport du Comité administratif de coordination sur les
dépenses engagées dans le système des Nations Unies au titre des programmes
(résolution 13 (III) et décision 1980/103 du Conseil)

Collaboration multisectorielle concernant la question "Tabac ou santé"

Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis par l'organe de
liaison des Nations Unies en matière de collaboration multisectorielle
concernant la question "Tabac ou santé" (résolution 1995/62 du Conseil)

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales (résolutions
3 (II) et 1296 (XLIV) et décision 1995/304 du Conseil)

Université des Nations Unies

Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies pour 1996⁵

⁵ Le rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies sera examiné par
l'Assemblée générale en 1997.

Questions relatives au programme dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999

Calendrier des conférences dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes pour l'exercice biennal 1998-1999

1996/205. Examen des rapports d'organes intergouvernementaux

A. Rapport du Conseil du commerce et du développement

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social a décidé d'autoriser le Secrétaire général à transmettre directement à l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session le rapport du Conseil du commerce et du développement sur la seconde partie de sa quarante-deuxième session.

B. Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social a décidé d'autoriser le Secrétaire général à transmettre directement à l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session le rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies.

1996/206. Décennie mondiale du développement culturel

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social, ayant pris acte de la lettre datée du 9 août 1995, adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture⁶, a décidé de reporter à sa session de fond de 1997 l'examen du rapport d'activité biennal du Secrétaire général et du Directeur général sur l'application des buts et objectifs de la Décennie mondiale du développement culturel.

1996/207. Dates de la troisième session du Comité des ressources naturelles

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social a décidé que la troisième session du Comité des ressources naturelles, qui devait se tenir au Siège du 4 au 15 mars 1996, aurait lieu du 6 au 17 mai 1996.

1996/208. Participation d'organisations non gouvernementales aux sessions de 1996 de la Commission de la condition de la femme et de la Commission du développement social

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social :

⁶ E/1996/6.

a) A décidé d'inviter, à titre exceptionnel et sans préjudice des résultats de l'examen en cours, des modalités de consultation avec les organisations non gouvernementales, toutes les organisations non gouvernementales qui avaient été accréditées à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et au Sommet mondial pour le développement social et qui n'étaient pas dotées du statut consultatif auprès du Conseil à participer, respectivement, à la quarantième session de la Commission de la condition de la femme et à la session extraordinaire de la Commission du développement social; ces organisations non gouvernementales pourraient participer au débat dans les mêmes conditions que celles qui figurent sur la Liste, mais ce droit ne leur conférerait ni le droit de figurer sur la Liste ni d'être dotées de toute autre forme de statut consultatif auprès du Conseil et de ses organes subsidiaires;

b) A également décidé que la participation d'organisations non gouvernementales de pays en développement devrait être encouragée et facilitée, en particulier grâce à un financement adéquat provenant de contributions volontaires des sources de financement nationales et internationales appropriées.

1996/209. Dates de la session de 1996 du Comité chargé des organisations non gouvernementales

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social a décidé que la session de 1996 du Comité chargé des organisations non gouvernementales, qui devait se tenir au Siège du 6 au 17 mai 1996, aurait lieu au Siège du 13 au 17 mai et du 26 au 30 août 1996.

1996/210. Idées nouvelles et novatrices pour mobiliser des fonds

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social, après avoir pris note de la lettre datée du 6 février 1996, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent par intérim de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies⁷, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa session de fond de 1996 une question intitulée "Idées nouvelles et novatrices pour mobiliser des fonds".

1996/211. Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social a décidé de reporter à sa session de fond de 1996 l'examen du rapport du Directeur exécutif du Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) qu'il avait demandé dans sa résolution 1995/2 du 3 juillet 1995.

⁷ E/1996/14.

1996/212. Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social, rappelant la résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 26 novembre 1957, dans laquelle l'Assemblée prévoyait la création d'un comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, de même que ses résolutions 1958 (XVIII) du 12 décembre 1963, 2294 (XXII) du 11 décembre 1967, 36/121 D du 10 décembre 1981, 42/130 du 7 décembre 1987, 45/138 du 14 décembre 1990, 48/115 du 20 décembre 1993 et 49/171 du 23 décembre 1994, dans lesquelles l'Assemblée a prescrit les augmentations successives du nombre des membres du Comité exécutif, a pris note de la demande relative à l'élargissement de la composition du Comité exécutif, figurant dans la lettre datée du 23 novembre 1995, que le Ministre irlandais des affaires étrangères avait adressée au Secrétaire général⁸, et recommandé à l'Assemblée de prendre une décision à sa cinquantième session sur la question de l'élargissement de la composition du Comité exécutif, afin de porter de 50 à 51 le nombre des États membres.

1996/213. Options concernant les ressources et le financement à long terme du Programme alimentaire mondial

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social a pris acte de la note du Secrétaire général⁹ relative aux options concernant les ressources et le financement à long terme du Programme alimentaire mondial.

1996/214. Coopération régionale

À sa 2e séance plénière, le 9 février 1996, le Conseil économique et social, conformément à sa résolution 1982/50 du 28 juillet 1982 et compte tenu des recommandations conjointes faites par les secrétaires exécutifs des commissions régionales en application de sa décision 1982/174 du 30 juillet 1982, a décidé d'examiner à sa session de fond de 1996, au titre du point intitulé "Coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes", la question intitulée "Tendances de la coopération régionale dans les domaines économique et social, y compris les questions relatives au commerce et les travaux des commissions régionales à cet égard".

⁸ E/1996/5.

⁹ E/1995/131 et Add.1.